

LUTTE ANTITERRORISTE ET DROITS DE L'HOMME**L'expérience algérienne inspire l'étranger**

Si l'hydre terroriste ne s'accommode pas de la précaution de l'économie d'atteinte aux droits de l'Homme, la lutte contre ce fléau se doit, par contre, d'être menée dans le respect de ces droits dont le plus élémentaire, le droit à la vie.

M. Kebci-Alger (Le Soir) - Cette équation pas facile à résoudre tant le souci étant de trouver le juste milieu, ce qui n'est pas du tout évident, a été, hier dimanche, au centre d'une assemblée générale du groupe africain relevant de l'Union internationale des magistrats.

Surtout que, comme le relèvera le président du Syndicat national des magistrats, l'organisateur de cette rencontre tenue à l'hôtel Sofitel, le terrorisme n'est plus local puisqu'il est devenu transnational et menace nombre de nations avec des pays qui en sont les commanditaires et les financiers. D'où, poursuivra Djamel Laïdouni, «la

lutte contre ce phénomène devenue la préoccupation majeure du monde entier». Seulement, précisera-t-il, les droits de l'Homme doivent constituer le seul outil de lutte contre ce phénomène qui a étendu ses méfaits aux kidnappings avec demandes de rançons et des pressions sur des Etats. Plaidant pour la nécessité de se conformer à la législation internationale, le président du SNM appellera à l'actualisation de ces législations et à l'élargissement des prérogatives des institutions chargées de la prévention et de lutte contre le terrorisme. Et l'expérience algérienne dans le domaine a été



L'expérience algérienne dans le domaine a été relevée et élevée au rang de modèle.

relevée et élevée au rang de modèle. Laïdouni affirmera que celle-ci a été menée en deux temps. D'abord avec le «tout sécuritaire» au tout début du phénomène terroriste durant les années 1990. Une option que

Makhlouf Sahel, professeur universitaire, juge comme «une solution exceptionnelle à une situation exceptionnelle» surtout qu'il s'agissait de faire face à une nouvelle donne.

Il y a eu, par la suite, l'aspect

politique de la démarche avec la solution réglementaire sous forme d'un ensemble de mécanismes législatifs ayant accompagné les politiques de pardon, de la rahma et enfin, celle de la paix et de la réconciliation nationale.

Une politique menée de concert d'avec une guerre sans merci contre ceux parmi les terroristes qui ont tourné le dos à cette «main tendue».

Cette expérience algérienne, les responsables de l'Union internationale des magistrats et du groupe africain de la même institution ont en pris acte. «Nous avons appris beaucoup de choses de l'Algérie» a, en effet, estimé le président de ce dernier, en appelant à la nécessité d'harmoniser les législations des pays et à partager les expériences.»

M. K.

LANCEMENT DE LA SAISON ESTIVALE 2015 AUJOURD'HUI**L'accès aux plages sera gratuit**

Le coup d'envoi de la saison estivale 2015 sera donné aujourd'hui à Alger. Seule nouveauté pour cette année : la suppression de la concession des plages.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Désormais, l'accès aux plages sera libre et gratuit. Au grand bonheur des estivants, plus de concession des plages aux exploitants privés. Longtemps squattées par des plagistes qui imposaient leur loi aux vacanciers notamment aux familles, les plages algéroises ont été enfin récupérées par la Wilaya. Ainsi, plusieurs EPIC ont été désignées pour gérer les lieux et installer des équipements (buvettes, douches, toilettes, tables, parasols, et autres accessoires). Une décision du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales qui vise à mettre fin à l'anarchie qui régnait dans les plages.

Le wali d'Alger avait, d'ailleurs, assuré lors de sa visite des plages de l'Ouest algérois, début mai dernier, que l'accès à

la plage et l'utilisation des équipements seront gratuits, conformément à une instruction du ministère de l'Intérieur.

Chaque été, de nombreux estivants peinent à trouver une place sur une plage surtout dans la capitale et les grandes villes. Des plages souvent sous le diktat de jeunes plagistes qui conditionnaient l'accès avec la location d'un équipement (parasol, chaise, transat, table, ...). Pourtant, ces «exploitants» ne disposent d'aucune concession des lieux par l'Etat.

Même les services de confort (douches, toilettes, ...) n'échappent pas à cette emprise. Les utilisateurs sont sommés de payer 20 dinars par personne.

Décidés à mettre un terme à toutes les irrégularités dans les plages durant la saison estivale, les pouvoirs publics n'ont pas exclu les parkings. Selon le wali d'Alger, ces espaces seront gérés par l'EGCTU (Etablissement de gestion de la circulation et du transport urbain) et dont le tarif sera à 40 dinars la place.



L'accès aux plages sera libre et gratuit.

Jusqu'à la saison estivale dernière, tous les espaces adjacents aux plages étaient gérés par des jeunes n'ayant aucune autorisation, qui louaient des places pour le stationnement contre généralement 100 dinars. Toutes ces

mesures prises par les pouvoirs publics doivent toutefois être accompagnées par l'offre de services de qualité dans les plages et la mise en place de conditions de sécurité adéquates.

Ry. N.

IL A ORGANISÉ HIER UN POINT DE PRESSE**Le P-dg d'Alliance Assurance fait le bilan de 10 ans d'existence**

La compagnie privée Alliance Assurance fête, cette année, son 10^e anniversaire. Pour ce faire, son premier responsable a organisé, hier, un point de presse à l'hôtel l'Oasis, dressant ainsi le bilan d'une décennie d'existence.

Salah Benreguia - Alger (Le Soir) - C'est un Hassan Khlifati visiblement heureux du chemin parcouru par sa compagnie Alliance Assurance. Une entreprise partie de «zéro» construite avec des compétences algériennes, selon M. Khlifati qui s'est félicité de la place occupée actuellement dans le paysage algérien des assurances, et ce, en dépit des

divers obstacles rencontrés mais «surmontés». «Les succès d'Alliance Assurance sont ceux de toute une équipe de près de 400 femmes et hommes qui s'engage au quotidien à satisfaire nos clients, tant en force de conseil, qu'en indemnisation. Je les remercie vivement pour leur dévouement. «Sans eux, Alliance Assurance n'aurait pas connu tant de succès» a-t-il indi-

qué d'emblée. Et de souligner, dans le même sillage, que son entreprise «a pu conquérir la 2^e place du secteur privé dès la 3^e année d'activité et s'y maintenir à ce jour». «Alliance Assurance est une compagnie aux fondamentaux solides qui a eu l'audace de renforcer son capital, notamment en étant la première entreprise privée à favoriser l'économie nationale par son entrée en bourse en 2011», a-t-il noté. Selon le communiqué distribué à la presse, Alliance Assurance a enregistré une hausse de 7% de son chiffre

d'affaires en 2014, avec un montant actif-passif de plus de 7 milliards de dinars, soit une progression de 4% par rapport à 2013. «Durant les 10 années d'existence, Alliance Assurance a indemnisé 450 000 cas de sinistres (accidents de la route), pour un montant de 15 milliards de dollars. Pour l'année 2014, Alliance Assurance a indemnisé 40 000 cas pour un montant de 2,4 milliards de dollars» a-t-il expliqué, rappelant, dans la foulée, que sa compagnie possède 1,5 million de souscripteurs.

Les résultats positifs enregist-

trés par Alliance Assurance sont, aux yeux de son P-dg, le fruit de la contribution de son personnel. «En 2005, Alliance Assurance arrive en tant que challenger dans le monde des assurances avec une marque audacieuse, qui visait une ambition claire : rendre l'assurance plus simple et accessible à tous et devenir l'assureur préféré des Algériens. L'ensemble des collaborateurs de la compagnie font partie de cette aventure», a-t-il ajouté plus loin.

S. B.